

L'entrée massive de migrants en territoire européen devient une arme diplomatique éprouvée des pays voisins de l'Union, qui peine à y réagir

Ceuta: pourquoi le chantage migratoire a toutes les chances d'être payant pour le Maroc

Façon Erdogan

Près de 8 000 migrants sont arrivés clandestinement dans l'enclave espagnole de Ceuta entre lundi et mardi, profitant de l'inaction volontaire des forces de l'ordre marocaines. Suite aux pressions européennes et espagnoles, le Maroc a repris jeudi le contrôle de ses frontières et du flux migratoire, et a réadmis près de 5 600 migrants. **Environ 1 000 mineurs se trouvent encore à Ceuta, dans l'espoir d'être pris en charge par Madrid.**

Mathieu Solal (à Bruxelles)

« PERSONNE NE PEUT INTIMIDER OU FAIRE chanter l'Union européenne. Nous sommes trop puissants pour craindre ce genre de tactiques », a lancé mercredi le vice-président de la Commission européenne, Margaritis Schinas, au micro de la radio nationale espagnole, en réaction à l'afflux inédit de 8 000 migrants dans l'enclave de Ceuta. L'Europe, trop puissante pour s'inquiéter de la manœuvre de Rabat, qui a délibérément laissé passer ces 8 000 personnes côté espagnol ? Le déplacement en catastrophe sur place du Premier ministre, Pedro Sanchez, et ses réticences à pointer du doigt le Maroc ne portent pas à le croire.

La séquence délicate pour le dirigeant espagnol n'est d'ailleurs pas sans rappeler la venue de Charles Michel et d'Ursula von der Leyen à la frontière entre la Turquie et la Grèce, fin février 2020, pour observer les quelque 13 000 personnes que le président Recep Tayyip Erdogan avait décidé de laisser passer. Un coup de semonce qui n'avait donné lieu à aucune mesure de rétorsion, pas plus qu'il n'avait empêché le président du Conseil européen et son homologue de la Commission européenne de se déplacer à Ankara début avril pour reconduire l'accord migratoire passé avec la Turquie en 2016 et promouvoir un « agenda positif ».

Dès lors, difficile d'imaginer l'UE taper du poing sur la table face au Maroc qui n'est autre que le deuxième bénéficiaire de ses aides pour la gestion de la migration. « L'UE n'a pas les armes pour résister au chantage marocain, analyse Jean-Pierre Cassarino, du Collège d'Europe. Depuis plus de vingt ans, les pays voisins ont appris à capitaliser sur l'externalisation des frontières européennes. Ces Etats utilisent la variable migratoire pour défendre leurs intérêts et obtenir des Européens des concessions sur des sujets sans rapport. Ce processus a fait considé-

« Les Marocains ont envoyé un message simple: ils ne continueront pas d'être les bons élèves si leurs intérêts vitaux ne sont pas respectés »

blement évoluer les relations d'interdépendance. La manœuvre marocaine n'est donc pas surprenante, à part dans sa forme : c'est un chantage tout à fait manifeste, alors qu'auparavant, l'instrumentalisation de la migration était plus subtile. »

Pays de transit. Ainsi, le sinistre « lâcher de migrants » en mondovision imaginé par le régime de Recep Tayyip Erdogan fait école, et la paralysie de l'UE face au « chantage manifeste » de Rabat ne peut qu'inciter ses voisins à reproduire la manœuvre chez eux.

En l'espèce, et en dépit des déclarations martiales du vice-président Schinas, le Maroc devrait bien obtenir gain de cause auprès des Européens. « Dans les domaines de la migration et de la politique de voisinage, Rabat est souvent cité en exemple par les Européens », rappelle Jérôme Vignon, de l'institut Jacques-Delors. « Le Maroc est en effet un pays de transit fiable, qui



SIPA PRESS

Des migrants côté marocain attendent de tenter leur chance pour passer en Espagne, mercredi.

respecte ses engagements en matière de prévention de l'émigration et de réadmission sur son territoire, et qui prend aussi sa part dans la lutte contre le terrorisme. Dès lors, le Maroc estime que l'Europe lui est redevable. Se sentant trahis par la décision prise par l'Espagne de soigner sans les prévenir le chef des indépendantistes sahraouis du Front Polisario, Brahim Ghal, les Marocains ont envoyé un message simple : ils ne continueront pas d'être les bons élèves si leurs intérêts vitaux ne sont pas respectés », analyse cet ancien haut fonctionnaire, spécialiste des migrations.

Le coup de semonce du royaume est en effet à mettre en lien avec cette décision espagnole prise à quelques mois d'une décision de justice très importante pour l'UE, le Maroc et le Sahara

occidental. La Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) doit en effet statuer cette année sur la légalité de l'accord d'association bilatéral qui lie Bruxelles et Rabat, contesté par le Front Polisario qui se déclare représentant légitime du peuple du Sahara occidental.

L'échéance inquiète le Maroc qui aurait aimé que les Européens suivent Donald Trump, lequel avait reconnu en décembre 2020 sa souveraineté sur le Sahara occidental en l'échange de la normalisation des relations du royaume avec Israël. Européens et Marocains sont aussi en pleine négociation d'un nouvel accord migratoire, aux termes duquel le Maroc espère obtenir une enveloppe d'aide européenne revue à la hausse.

Algérie. « Les responsables européens vont plus que probablement se rendre à Rabat pour rassurer les Marocains, pronostique Jean-Pierre Cassarino. Ils leur diront qu'ils feront appel de la décision de la CJUE si elle n'est pas positive, voire se montreront prêts à céder à leurs exigences financières sur le partenariat de migration. Ces concessions obtenues par le Maroc grâce à sa manœuvre de Ceuta pourraient dès lors donner des idées à l'Algérie. On ne s'en sort pas... » Pour « s'en sortir », Bruxelles intime aux Etats membres de s'entendre sur le pacte migratoire qu'elle a proposé en novembre 2020. Une demande qui paraît un brin paradoxale, ledit pacte prévoyant une multiplication des accords migratoires qui octroient aux pays voisins leur pouvoir de nuisance...

« Sur la longue durée, il vaut mieux y avoir ces accords, quitte à ce qu'ils soient ponctuellement non respectés, plutôt qu'un système de non-droit, tempère Jérôme Vignon. Par ailleurs, le pacte prévoit et encadre la gestion des situations d'urgence en organisant la solidarité et la mobilisation de l'agence européenne de protection des frontières, Frontex, ou de la future agence de l'asile. On est encore très loin d'un accord entre les Etats membres. »

@MathieuSolal

Le dirigeant rwandais accueillera Emmanuel Macron à Kigali le 27 mai Kagamé veut des explications sur son arrestation en 1991

Réconciliation

Emmanuel Macron est attendu à Kigali le 27 mai. **Ce voyage, le premier depuis celui de Nicolas Sarkozy en 2010, doit permettre de solder définitivement les querelles franco-rwandaïses à propos du génocide de 1994.** Le président français prononcera une allocution très attendue, reconnaissant au moins des erreurs de la France face à cette tragédie.

Jean-Dominique Merchet et Pascal Airault

« PAUL KAGAMÉ A PASSÉ L'ÉPONGE sur l'épisode douloureux du génocide, mais il veut savoir qui a orchestré son arrestation et les manœuvres d'intimidation à son encontre lors de son passage à Paris en septembre 1991 », confie une source française. C'est le souhait exprimé par le dirigeant rwandais, mardi soir à l'hôtel Peninsula à Paris, lors d'une rencontre avec l'ancien ambassadeur de France en Ouganda, Yannick Gérard, l'ex-attaché de défense à Kigali le colonel René Galinié, l'ex-directeur de la coopération militaire en Afrique, le général Jean Varret, et l'ex-commandant adjoint du groupement Nord de l'opération Turquoise, le général Eric de Stabenrath. A l'époque, le patron de la rébellion rwandaise accompagnait une délégation du Front patriotique rwandais pour des négociations politiques à l'initiative de la France.

Devant ses interlocuteurs, Paul Kagamé est longuement revenu sur cet épisode en racontant son arrestation la nuit suivant sa réunion de travail avec Paul Dijoud, le directeur des Affaires africaines et malgaches du Quai d'Orsay, et avec Jean-Christophe Mitterrand, conseiller Afrique de son père à l'Élysée. L'ex-rebelle a révélé avoir été frappé lorsqu'il a mal énoncé le prénom du

fils de François Mitterrand, parlant de « Christophe » Mitterrand au cours d'échanges tendus. Il avait finalement été relâché après une nuit et près d'une journée de détention, semble-t-il dans les locaux de la préfecture de police de Paris. Le dirigeant rwandais n'a jamais été informé des raisons pour lesquelles il avait été arrêté.

Normalisation. Paul Kagamé avait déjà demandé au président de la commission de recherche sur les archives françaises relatives au génocide au Rwanda, l'historien Vincent Duclert, qu'il avait reçu à Kigali pour la remise du rapport de son équipe le 9 avril dernier, de rechercher des informations à ce sujet dans les archives françaises. Mais les services concernés ont indiqué n'avoir pas de trace écrite de cet événement, qui met à mal toutes les conventions diplomatiques et les principes de droit de la République. Nul ne peut être détenu en France sans que le motif de l'arrestation ne lui soit notifié. Vincent Duclert a conseillé à Paul Kagamé de saisir personnellement son homologue français afin de relancer l'enquête dans les archives.

Cette demande ne remet pas en cause les efforts de normalisation des relations entre les deux pays. Emmanuel Macron se rendra à Kigali, le 27 mai, en compagnie du patron du Quai d'Orsay, Jean-Yves Le Drian, du directeur général de l'AFD, Rémy Rioux, et de plusieurs parlementaires. Au programme : une séquence mémorielle au cours de laquelle il prononcera un grand discours. Ira-t-il aussi loin que Jacques Chirac qui avait reconnu la responsabilité de la France dans la rafle des juifs au Vél' d'Hiv' ? Le chef de l'Etat devrait rouvrir le centre culturel français de Kigali, appuyer l'entrepreneuriat rwandais et l'AFD conclure de nouveaux accords (énergie renouvelable, enseignement du français).

@jdmerchet @P_Airault

—beyond—
ASSOCIÉS

l'Opinion

OPEN MIC'

Le podcast qui va à la rencontre de Forward-Looking Leaders, ces dirigeants visionnaires qui questionnent le statu quo et font évoluer les règles du jeu.

À découvrir sur lopinion.fr et toutes les plateformes de podcasts : Spotify, Deezer, Google Podcasts, Apple Podcasts...

Parmi nos prochains rendez-vous :

Episode 8
Vendredi 21 mai
Béatrice Foucher
Directrice Générale de DS Automobiles

Episode 9
Vendredi 28 mai
Nicolas Dufourcq
Directeur Général de Bpifrance

Beyond Associés est spécialisé dans le recrutement, l'évaluation et le coaching de dirigeants et membres de conseils d'administration